

Monsieur le Commissaire-Enquêteur,

Par la présente, je vous fais part de mes remarques concernant le dossier présenté par la société Lithium de France. Celles-ci sont relatives à l'incomplétude de l'étude d'impact, à la mauvaise qualification du risque sismique induit, à l'absence de justification de localisation alternative du projet, à l'absence de justification de l'intérêt général, au non-respect des prescriptions de la décision de la MRAE du 29 novembre 2023 et aux erreurs de l'étude acoustique.

Pour ces nombreuses raisons, aucune suite favorable ne peut être donnée à ce projet.

## 1 Incomplétude de l'étude d'impact

L'étude d'impact est incomplète et seule une partie d'un projet plus global est étudiée. On peut lire à plusieurs reprises qu'une modification substantielle est d'ores et déjà envisagée.

En page 49 de l'étude d'impact, point 3.3.1.6, il est indiqué qu'une modification substantielle est envisagée sous-conditions pour la création d'un doublet.

En page 268 de l'étude d'impact, au point 5.9.5 on peut lire que « les travaux ont une incidence faible sur la circulation [et que] l'exploration n'induit aucun effet significatif sur la circulation et le trafic routier. »

Puis qu'« en revanche, si les travaux de recherche exploratoire sont fructueux, une demande de modification substantielle sera effectuée par Lithium de France ».

En page 330, il est évoqué l'éventualité d'une modification substantielle, ainsi que dans le tableau de la page 344.

On retrouve plusieurs fois cette notion de modification substantielle éventuelle en cas de réussite du projet de forage exploratoire.

Cela sous-entend que seule une partie d'un projet plus global est présentée. Or c'est bien le projet global qui devrait être présenté, puisque selon le dossier mis à l'enquête publique, celui-ci est d'ores et déjà connu.

Il en ressort que l'étude d'impact présentée est incomplète et tronque une partie du projet. Cela nuit à la compréhension du dossier ne permet pas aux citoyens de se prononcer sur la globalité du projet et sur toutes ses acceptions.

## 2 Erreur manifeste d'appréciation dans la qualification du risque sismique induit

Le risque sismique induit est mal qualifié.

Le guide de bonnes pratiques pour la maîtrise de la sismicité induite par les opérations de géothermie profonde de 2023 indique page 28 que l'étude de risque doit comporter une étude de l'aléa et de la vulnérabilité du bâti. Si l'aléa a bien été estimé, la vulnérabilité du site n'a pas été qualifiée alors que

des guides édités par le ministère de la transition écologique et sa direction générale de prévention des risques existent.

Dans l'étude d'impact, page 228, l'aléa de sismicité induite est évalué à modéré, de niveau 2 sur une échelle allant en croissant de 0 à 3. Cela correspond au guide de 2023 pour une circulation des fluides contrôlées par les failles et les fractures, des indices de circulation dans le réservoir et une faille critique chargée. Cet aléa nécessite à lui seul de grandes précautions pour forer, pratiquer le test d'injection et encore plus pour exploiter (phase qui comme écrit plus haut est omise du dossier). Des mesures de mitigation vont donc être mises en œuvre.

Puis, dans l'évaluation des incidences, page 266, il est noté que le projet se situe à moins de 100m des habitations, que cinq ERP sont situés dans un rayon de 1,5km, avec une école maternelle à 250m du projet.

Malgré ces éléments de vulnérabilité importants, l'incidence est qualifiée de très faible pendant les phases de foration et de mesure. La phase d'injection n'est quant à elle pas qualifiée.

Cette qualification du risque constitue une erreur manifeste d'appréciation du risque, au regard des enjeux d'habitation et d'ERP, y compris des ERP difficilement évacuables dans le périmètre proche du projet.

### 3 Absence de justification de localisation alternative

Aucune justification de localisation alternative n'est présentée dans le dossier.

En page 298 de l'étude d'impact, on peut lire une tentative de justification d'absence de solution alternative, sans qu'aucune réelle étude aient été réalisée.

« Des solutions alternatives au projet auraient été de cibler d'autres secteurs du PER Les poteries avec des probabilités de succès géologiques moindres et sans garantie d'aboutir au même bilan environnemental du projet. »

On comprend de cette phrase qu'aucun autre emplacement n'a été étudié.

Ceci constitue un manquement grave à l'application de la doctrine éviter-réduire-compenser.

### 4 Absence de justification de l'intérêt général

Le dossier ne comporte aucune justification de l'intérêt général du projet, si ce n'est la possibilité d'exploiter la ressource géothermale.

### 5 Non-respect des prescriptions de la décision de la MRAE du 29 novembre 2023

A l'annexe 1 de l'étude d'impact, page 353 figure la décision de la mission régionale d'autorisation environnementale du 29 novembre 2023 relative à la réhabilitation de l'ancienne scierie Maechler.

Cette décision impose des prescriptions relatives aux travaux et notamment afin d'éviter les impacts sur la faune, la flore et les habitats, afin d'éviter tout dérangement de la faune nocturne, les travaux ne seront pas réalisés de nuit.

Or le dossier prévoit des forages de nuit. Les travaux sont prévus en continu de jour et de nuit (page 97). Ils sont incompatibles avec cette prescription qui s'applique à la zone.

## 6 Etude acoustique erronée

L'étude acoustique versée en annexe de l'étude d'impact n'est pas représentative des nuisances sonores générées par la société lithium de France pendant la phase de forage, en raison des hypothèses extrêmement favorables choisies. Elle minimise fortement l'impact sonore des travaux.

Les hypothèses prises en compte dans l'étude acoustique versée en annexe de l'étude d'impact considèrent l'environnement dans une phase de développement future des projets, avec l'implantation d'imposants hangars (p 16/31 de l'étude acoustique, respectivement p212/228 de l'annexe). Cette configuration choisie réduit notablement les nuisances sonores aux points P1 et P2 situés dans la zone habitée, puisque la modélisation, comme décrit au point 7.1 de l'étude acoustique « prend en compte le bâti ».

De plus, la source sonore a été arbitrairement placée à une hauteur de 5m (l'étude indique « afin de palier à l'absence de certaines données »). La hauteur de la source sonore revêt une grande importance dans la propagation du bruit.

En l'absence de connaissance des projets futurs et de leur état d'avancement au moment de l'hypothétique réalisation du forage, l'étude acoustique aurait dû être menée dans la situation actuelle et en positionnant la source sonore à la bonne hauteur.

## 7 Conclusion

Le projet de la société Lithium de France de réaliser un forage exploratoire en vue de créer un doublet géothermique et d'extraire de la saumure de lithium n'est pas adapté à l'environnement urbain au sein duquel il tente opportunément de s'implanter à moindre coût en profitant de la présence de la friche de l'ancienne scierie Maechler.

Les impacts de ce projet notamment en termes de sismicité induite et de bruit ne sont pas acceptables. Le porteur de projet n'a pas appliqué la séquence « éviter, réduire, compenser » pourtant inhérente à la démarche d'étude d'impact et n'a fait aucune concession dans sa présentation lors de la première réunion publique et lors des réponses qu'il a tenté de formuler.

La localisation de ce projet à cet endroit n'est pas justifiée par des contraintes techniques ou une localisation de la ressource précise mais uniquement par la disponibilité du terrain. Aucune localisation alternative n'a d'ailleurs été étudiée.

Il s'agit d'un projet hors-sol n'ayant fait l'objet d'aucune adaptation à son environnement.

Pour ces raisons, aucune suite favorable ne peut être donnée à ce projet.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Commissaire-Enquêteur, l'expression de mes salutations distinguées.



Florent Fever